

Numéro
spécial
hors série

Décembre
2017

A u j o u r d ' h u i
Credo
COMMUNAUTÉ SPIRITUALITÉ ACTUALITÉ

- Assumer la responsabilité des fautes commises dans le passé 6
- L'exercice des couvertures 13
- Le cheminement vers des relations justes est sacré 14

Vérité et réconciliation : les Autochtones et l'Église



Sommaire

Éditorial 2

Kristine Greenaway

Témoignage de Mary 3

Pensionnat de La Tuque
Extrait du Recueil d'histoires de
vie des survivants des pensionnats
indiens du Québec

Les excuses n'étaient qu'une minuscule ouverture 4

Kristine Greenaway
Un entretien avec Gabrielle
Lamouche et Susan Gabriel, deux
membres du Cercle des ministères
autochtones

30^e anniversaire de la Déclaration d'excuses de l'Église Unie aux peuples des Premières Nations 4

Assumer la responsabilité pour les fautes commises dans le passé 6

Angelika Piché
Sommes-nous concernés, ou s'agit-il
d'un épisode historique triste mais
clos qui s'est joué par d'autres?

L'Église et la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones 7

La traduction de la Bible en langue mohawk 8

Michelle Robidoux
Un entretien avec l'Ainé
Satewas Gabriel et Samantha
Wenniseri:iostha de Kanesatake

La main tendue 10

Pierre Goldberger
La main de la réconciliation nous est
offerte partout au pays. À nous de
nous ouvrir les yeux pour la recevoir.

Le synode Montréal et Ottawa s'active en réponse à la Commission de vérité et réconciliation 11

Rosemary Lambie

De la doctrine de la découverte à la reconnaissance du territoire 12

L'exercice des couvertures : nous mettre dans les mocassins de l'autre 13

Daniel Lacasse

Le cheminement vers des relations justes est sacré : une entrevue avec Lisa Byer-de Wever 14



Une invitation à une démarche de vérité et de réconciliation

Kristine Greenaway


Les peuples autochtones étaient sur les côtes de l'Amérique du Nord lorsqu'ils ont vu arriver Cartier, Champlain et d'autres explorateurs européens à la recherche des mythiques richesses de l'Inde. Les Européens ont vite vu que les terres qu'ils avaient découvertes regorgeaient de multiples richesses, notamment en peaux – de castor et d'autres espèces à fourrure – et en bois. Toutefois, ils n'ont pas su reconnaître les droits des personnes qui peuplaient les territoires sur lesquels ils ont mis pied, ni respecter les peuples eux-mêmes, non plus que leur vision spirituelle du monde qui considéraient ces ressources comme un bien collectif, et non pas comme un bien pouvant appartenir à des individus ou à des entreprises, voué à être exploité et à servir leurs intérêts.

Des siècles plus tard, nous vivons avec les conséquences des comportements de ces Européens et des personnes qui les ont suivis et qui partageaient leur vision d'un monde raciste et axé sur l'exploitation.

Non, nous ne sommes pas responsables de ce que nos ancêtres ont fait dans le passé. Oui, nous sommes responsables des gestes que nous posons aujourd'hui. Ce numéro spécial d'*Au-*

jourd'hui Credo, dont les thèmes sont la réconciliation et la guérison entre les peuples autochtones et non autochtones, se veut une ressource qui éclaire le chemin de la réconciliation. Comme la Commission de vérité et réconciliation l'a démontré, il est impératif de faire une démarche de sensibilisation qui se penche sur notre histoire de colonialisme, notamment auprès des Églises.

Tout un défi! Quels sont les premiers gestes que les paroisses peuvent poser pour aborder un sujet aussi vaste et important? La guérison et la réconciliation sont des démarches qui nécessitent de la patience, de la sagesse et de la bonne volonté. Prendre connaissance de ce que les gens ont vécu et savoir où trouver des ressources d'information et d'accompagnement sont des gestes qui nourrissent ce cheminement.

La bonne nouvelle, c'est que nombre de personnes, autochtones et non autochtones, font de sincères efforts qui s'avèrent parfois efficaces, pour s'écouter les uns les autres et pour cheminer vers une compréhension mutuelle et une réconciliation. Nous avons rassemblé certains de ces témoignages dans ce numéro. Puissent-ils être une source d'inspiration pour chacun et chacune de nous! 



Numéro hors série | Décembre 2017 | ISSN 0383-2554

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec et

Bibliothèque nationale du Canada.

egliseunie.ca/medias/aujourd'hui-credo

Aujourd'hui Credo est publié depuis 1954 par l'Église Unie du Canada, maintenant quatre fois l'an en numérique avec en plus deux dossiers annuels en imprimé, et apporte une optique chrétienne réformée et œcuménique sur des thèmes spirituels, sociaux et culturels actuels, reflétant ainsi les intérêts, les problèmes et les besoins de ses paroisses. *Aujourd'hui Credo* est membre de l'Association des médias catholiques et œcuméniques (AMéCO) et de la Canadian Church Press (CCP). Reproduction possible avec autorisation préalable et mention de la source.

Rédactrice en chef invitée (numéro hors série) : Kristine Greenaway.

Rédaction : [Michelle Robidoux](mailto:Michelle.Robidoux@egliseunie.ca).

Infographie : [MJGraphik](http://MJGraphik.com).

Abonnements : *Aujourd'hui Credo*, 3250, rue Bloor Ouest, bureau 200,

Toronto (Ontario) M8X 2Y4

credo@egliseunie.ca

Tarifs d'abonnement : Gratuit. **Photos de la couverture :** Église Unie du Canada



La publication de cette revue est rendue possible grâce
au Fonds Mission & Service de l'Église Unie du Canada.



MISSION & SERVICE



Témoignage de Mary¹

Pensionnat de La Tuque

[...] Je crois que j'ai été la plus jeune pensionnaire de La Tuque. Je n'avais que huit ans à l'époque. On nous promettait une bonne éducation si nous allions à l'école. Nos parents ont donc signé les autorisations et, au mois d'août, nous sommes partis pour le pensionnat. Nous ne sommes revenus à la maison que l'été suivant. Cette année-là, je n'ai revu ni mes parents ni mes grands-parents. Ce fut pénible. Dès l'arrivée au pensionnat, nous perdions nos noms, nous devenions des numéros. Je ne m'appelais plus Marie, mais M3. Dans la section des femmes, c'était des fleurs et dans la section des hommes, c'était des animaux. Il y avait quatre sections chez les filles et chacune regroupait plusieurs communautés. Nous avions toutes un numéro sur nos vêtements. Ils ont coupé nos longs cheveux en nous disant que nous avions des poux. Je me suis toujours demandé pourquoi j'étais la seule de ma famille à porter des lunettes. Plus tard, je me suis souvenue qu'ils nous lavaient les cheveux avec du vinaigre pour tuer les poux et que j'en avais reçu dans un œil. Le lendemain, je portais des lunettes. Ça m'a fait vraiment mal.

J'ai tout de même conservé plusieurs souvenirs de mon enfance avec ma famille. Je me souviens que mes amis et moi allions à l'école. C'était une toute petite école. Je me demande encore aujourd'hui pourquoi mon frère et moi avons été choisis pour aller au pensionnat. Était-ce parce que nous vivions avec nos grands-parents?

Je suis revenue chez moi deux ans plus tard. Des gens de notre communauté étaient venus au pensionnat et ils avaient vu comment nous étions traités. Ils n'ont pas aimé ce qu'ils ont vu. Je crois qu'ensuite le Conseil de bande n'a plus voulu qu'on y retourne. À ce moment-là, je ne parlais plus ma langue, je ne comprenais même plus les enfants de mon âge. Mon

frère devait traduire ce que disaient mes grands-parents. J'ai dû m'adapter à cette nouvelle vie, à la vie de ma famille [...]

Avoir une enfance heureuse, c'est vivre sous le même toit que son père et sa mère. Je n'ai pas connu ça. J'ai été élevée par mes grands-parents. Je ne peux pas dire que j'ai eu une enfance heureuse. Mon père est mort quand j'étais jeune. Ma mère s'est remariée et a fondé une autre famille.

Ce que je souhaite à ma communauté, c'est de devenir unie. Je vois des enfants, des gens de ma génération et des jeunes qui ne connaissent rien des traditions. Ce serait bien s'ils pouvaient seulement dire : « Je vais essayer. » Essayer et y mettre son cœur. S'y engager, c'est différent. Si tu veux vraiment apprendre quelque chose, tu le peux. Parfois, quand c'est difficile, les gens abandonnent et se tournent vers les drogues et l'alcool. Mon frère en est mort. Il était allé au pensionnat et je crois que ce fut pire pour lui. Il ne m'en a jamais parlé, mais il était très tourmenté. Je n'ai jamais su ce qui s'était passé du côté des garçons. Nous ne pouvions pas y aller. Les seuls moments où je le voyais, c'est lorsque nous jouions dehors. C'était difficile de ne pas pouvoir parler à son propre frère ou à sa propre sœur. Ils nous séparaient, ils ne plaçaient jamais les membres d'une même famille ensemble.

Maintenant, je vais mieux. D'avoir traversé la vie d'une si dure façon m'aide à me battre pour continuer d'être qui je suis maintenant. J'aurais pu consommer drogues et alcool, mais je ne serais probablement pas assise ici aujourd'hui. Parfois, quand les souvenirs reviennent, c'est très douloureux. Spécialement quand je regarde mes petits-enfants au même âge que celui que j'avais quand j'ai dû partir. Je veux que mes enfants et mes petits-enfants soient heureux, qu'ils

reçoivent de l'amour et de la compréhension. Je veux qu'ils soient fiers de ce qu'ils sont.

J'ai tellement détesté le pensionnat que je me détestais en tant qu'Autochtone. J'ai passé plusieurs années en thérapie afin de m'accepter telle que je suis. Aujourd'hui, je suis vraiment fière d'être une Autochtone. Je ne changerais pas d'identité. Le problème en ce moment, c'est que je ne trouve pas suffisamment de temps pour faire tout ce que je voudrais. J'ai un travail, je suis conseillère. Je veux prendre le temps d'aller dans le bois, d'aller pêcher en bateau, de faire un tour de camion. C'est ce que j'aime. Mes enfants ont été élevés dans le bois.

Ma grand-mère faisait de la couture et je n'ai pas pu apprendre auprès d'elle. Il n'y a plus de femmes de ma génération qui savent coudre ou nettoyer un caribou. Nous avons perdu tout cela. C'est génial d'avoir l'électricité et l'eau courante, de pouvoir profiter des nouvelles technologies, mais si tu y perds ton âme, tu marches sur l'air. J'ai dû réapprendre ma langue, on rit encore de mon accent. J'avais perdu mon identité. Je ne me respectais plus. Il m'a fallu parler à d'autres femmes, prier et aller en thérapie, c'est ainsi que je suis devenue plus forte.

Ce qui me rendrait plus heureuse, ce serait de pouvoir participer à nouveau à ces ateliers où nous parlions de notre passé. J'aurais aimé que cela puisse continuer. Se rassembler pour parler entre survivants, dans un cercle ou dans les bois, était salutaire. Plusieurs, surtout les hommes, gardent tout en dedans. Ils sont incapables de révéler leurs sentiments et ne veulent pas parler de ce qui leur est arrivé. La plupart des hommes qui sont allés là-bas sont morts. Nous aurions besoin d'une personne-ressource pour guider ces ateliers, quelqu'un qui nous connaît et nous comprend.

1 Extrait de *Recueil d'histoires de vie des survivants des pensionnats indiens du Québec* <http://bit.ly/2zbGo5h>.



Les excuses n'étaient qu'une minuscule ouverture

Kristine Greenaway

L'année 2016 soulignait le 30^e anniversaire des excuses présentées par l'ancien modérateur Robert Smith aux Aînés et Aînées autochtones pour les torts infligés aux populations autochtones par l'Église. Les Aînées et les Aînés autochtones de l'Église Unie du Canada se sont toutefois abstenus d'accepter ces excuses de la part de l'Église et attendent des preuves tangibles confirmant qu'elles ne sont pas uniquement des mots vides. Leur attente se poursuit.

Deux membres du Cercle des ministères autochtones, Gabrielle Lamouche et Susan Gabriel, toutes deux de Kahnawake, nous expliquent ce que les

communautés francophones de l'Église peuvent faire pour donner une crédibilité et un sens aux excuses.

Gabrielle Lamouche intervenait auprès des personnes survivantes des pensionnats au moment où les excuses ont été présentées. « Une telle reconnaissance des torts causés était très importante pour certaines personnes, alors que pour d'autres, elles n'avaient aucune signification », dit-elle.

« Les excuses n'étaient qu'une minuscule ouverture en surface, déclare Susan Gabriel. Bon nombre d'entre nous n'y voyaient que des mots. »

En regardant la situation actuelle, M^{me} Gabriel considère que son pressentiment était fondé. « Nos communautés ne perçoivent pas beaucoup de changements dans la société ni au sein de l'Église. Il y a tellement de préjugés systémiques, et il est si facile de marginaliser quelqu'un au Québec et au Canada. »

M^{me} Lamouche souligne que la crise récurrente autour de l'appropriation du territoire en est un exemple. « Nous nous retrouvons encore une fois dans un litige territorial. Des promoteurs immobiliers empiètent sur les terres traditionnelles. Ils ont les mêmes attitudes qu'auparavant. »

30^e anniversaire de la Déclaration d'excuses de l'Église Unie aux peuples des Premières Nations (2016) – Une litanie

Cette litanie, avec son historique, se réfère aux souvenirs du pasteur Stanley McKay, ancien modérateur, et à ceux d'autres personnes qui ont pris part aux toutes premières consultations nationales sur les ministères autochtones dans les années 1980. Texte original de la pasteure Susan Beaver, de Grand River United Church.

Dieu d'amour, nous sommes ton Église, à l'œuvre en faveur de ton amour, de ta justice et de ta paix dans le monde.

Guide-nous par ton Saint-Esprit.

Tu nous donnes le commandement de l'amour et un maître à suivre pour ce faire.

Guide-nous et édifie-nous durant notre marche à sa suite.

Nous, l'Église, n'avons pas toujours réalisé les façons dont nous avons manqué à ce commandement, les manières par lesquelles nous avons causé des souffrances spirituelles, politiques, économiques, culturelles, émotionnelles et physiques aux populations autochtones du Canada.

Secoue notre torpeur et guide-nous vers l'avant, ensemble.

Les peuples autochtones font preuve de résilience, et tu leur demeures fidèle en leur accordant force et courage.

Aide-nous à mettre en commun notre foi et notre force. ...

Continue d'envoyer tes prophètes parmi nous, un encouragement ininterrompu.

En 1986, près de 80 personnes autoch-

tones se sont rassemblées à Sudbury pour la Consultation nationale sur les ministères autochtones en marge du Conseil général.

Les membres de la consultation se sont exprimés devant l'assemblée : *Nous demandons de telles excuses à l'Église.*

Puis ils ont quitté la rencontre en invitant les délégués autochtones à les rejoindre autour du feu sacré, non loin de là.

Nous demeurons en silence, notre seul soutien est en Toi, Dieu saint.

Les quatre-vingts participants et participantes à la consultation et une douzaine de personnes déléguées se sont retrouvés autour du feu sacré par cette journée nuageuse. Les Aînés anishnaabes Art Solomon et Jim Dumont ont alors partagé des enseignements puis ont conduit les gens dans la prière. À la tombée de la nuit, des personnes autochtones de communautés environnantes se sont jointes au cercle, doublant ainsi le nombre de gens qui attendaient. Nul ne savait ce que l'Église déciderait de faire. Cette attente était difficile.

Quelle bénédiction que de voir le cercle s'agrandir et se consolider.

Puisse-t-il continuer à s'élargir.

Les Aînés Edith Memnook, Murray Whetung, Stanley McKay père, Dora Benson, le pasteur Johnson Garrioch, Ph.D., et d'autres personnes attendaient dans un tipi, près du feu. Ils ont été appelés pour être les premiers à entendre la réponse du modérateur au nom de l'Église Unie du Canada.

Il est difficile d'attendre et de vivre dans l'incertitude.

Accorde-nous la force, l'espérance et la patience, aujourd'hui comme jadis.

[...] Après que le modérateur ait rencontré les Aînés, il s'est approché du feu sacré, parmi tous les gens regroupés, puis il a prononcé ces paroles d'excuses :

Bien avant que notre peuple arrive sur ces terres, votre peuple y vivait déjà. Vous teniez de vos anciens une connaissance riche et profonde de la création et du Mystère qui nous entoure, et cette connaissance était pour vous un trésor.

Gabrielle Lamouche, qui occupe actuellement la fonction d'agente des communications pour le Conseil mohawk, rappelle que l'Église chrétienne est à la racine de ce problème. En 1721, les Sulpiciens (une société de prêtres catholiques) ont commencé à vendre des terres aux colons sans l'accord des Mohawks. Depuis cette époque, il y a une contestation quant à la propriété du territoire. Les membres de la communauté d'Oka ont de la difficulté à accepter des excuses de la part de chrétiens alors que c'est justement une Église qui est à l'origine de ce litige territorial interminable.


M^{me} Lamouche déclare que tant les Autochtones que les non-Autochtones doivent travailler à démanteler les comportements et les stéréotypes nuisibles.

« La tolérance n'est qu'une formule superficielle dont on ne perçoit pas l'effet concret. »

Susan Gabriel évoque les manuels d'histoire utilisés dans les écoles du Québec comme une illustration de l'intolérance culturelle de la société coloniale. « Tout y est écrit dans une perspective francophone et l'apport des peuples autochtones est ignoré. » De plus, l'obligation pour les Mohawks de détenir un certificat autorisant la poursuite des études en anglais crée un *profond malaise*. « Si on veut parler de tolérance, on doit affirmer la légitimité de la culture mohawk au Québec », déclare-t-elle.

Alors, que peut faire l'Église? M^{me} Gabriel émet les suggestions suivantes :

- Exercer des pressions pour que les manuels et les livres d'histoire soient écrits de manière à tenir compte des Autochtones au Québec.
- Tenir des ateliers et des rencontres de planification en réponse aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation.
- Valider les déclarations des femmes autochtones faites lors d'[enquêtes sur la brutalité policière au Québec](#).

La litanie dans l'encadré ci-dessous fournit l'occasion aux membres de l'Église de prier et de réfléchir à l'agir auquel notre foi nous convie. 

Kristine Greenaway est la responsable de l'équipe des Ministère en français de l'Église Unie du Canada.

Quand vous avez partagé votre compréhension du monde, nous avons fait la sourde oreille. Dans notre empressement à vous transmettre la bonne nouvelle de Jésus-Christ, nous sommes demeurés insensibles à la richesse de votre spiritualité. Nous n'avons pas su dissocier notre culture et nos mœurs occidentales de toute l'ampleur et la profondeur de l'évangile du Christ.

Nous vous avons imposé notre civilisation comme condition pour recevoir l'Évangile.

En essayant de vous modeler à notre image, nous avons contribué à détruire la vision à l'origine de votre spécificité. De sorte qu'aujourd'hui nous sommes plus pauvres les uns et les autres. Nous portons en nous une image trouble, déformée, de notre Créateur et nous nous sommes éloignés de ce à quoi Dieu nous appelait. Nous demandons votre pardon.

Marchons ensemble dans l'esprit du Christ afin que nos peuples soient bénis et que la création de Dieu puisse guérir.

Après avoir entendu ces excuses, les gens ont dansé. Un participant a déclaré qu'il avait dansé comme jamais auparavant. Il n'avait jamais osé espérer que l'Église présenterait des excuses. Ces excuses et cette danse ont réorienté

toute l'Église dans une nouvelle direction sur les chemins de l'histoire. [...]

À toi toute gloire, Dieu très saint.


Le lendemain matin, les Aînés ont conseillé aux personnes autochtones de simplement prendre acte de la déclaration d'excuses, et de la rapporter chez eux pour que les gens puissent l'entendre et discerner ce que signifie vivre conformément à cette déclaration d'excuses, car la période qui débutait alors allait être exigeante.

Dieu de sagesse et de grâce, continue de marcher avec nous.

En 1988, lors du 32^e Conseil général à Victoria, l'Aînée Edith Memnook, une déléguée laïque du tout nouveau Synode autochtone, a présenté cette réponse aux excuses :

Les excuses aux peuples des Premières Nations du Canada, présentées par l'Église Unie du Canada à Sudbury en août 1986, ont marqué un progrès très important. Il est réconfortant de constater que l'Église Unie du Canada fait figure de précurseur en présentant ces excuses aux peuples des Premières Nations. Le Synode autochtone a maintenant reconnu vos excuses. Nos peuples ont continué d'honorer les enseignements du mode de vie autochtone. Nos valeurs et enseignements spirituels nous ont appris à respecter le Feu sacré, à être les gar-

diens de la Terre mère et à chercher à valoriser l'harmonie et la coexistence pacifique avec tous les peuples. Nous vous demandons seulement de respecter notre Feu sacré, la Création et la coexistence paisible avec nous. Nous reconnaissons que des préjudices ont été causés et que les blessures vont demeurer vives parmi les nôtres, mais grâce aux liens de partenariat et aux efforts de collaboration, l'esprit indien finira par guérir. En misant sur l'amour, la compréhension et la sincérité, nous pouvons réaliser une communauté de frères et de sœurs, dans l'unité, la force et le respect. Les peuples autochtones du Synode autochtone expriment le souhait et la prière « que les excuses ne soient pas un énoncé symbolique, mais bien l'affirmation sincère d'une intention d'agir ». Nous apprécions la liberté dont nous jouissons sur le plan de l'expression culturelle et religieuse. Dans le nouvel esprit créé par ces excuses, veillons à unir nos cœurs et nos esprits dans la plénitude de la vie que le Grand Esprit nous a donnée.

Grand Esprit, accorde-nous l'unité alors que nous poursuivons notre marche vers la justice, la réconciliation, la création de liens familiaux et la vie avec respect dans la création. 



Assumer la responsabilité des fautes commises dans le passé

Angelika Piché

Dans l'histoire de l'humanité, beaucoup d'horreurs ont été commises par diverses populations dans différentes régions du monde. Souvent, l'ampleur, la gravité et le mal des actes posés ne sont révélés que bien des années après les faits. La génération qui reconnaît le mal avec un peu de recul n'est généralement pas celle qui l'a infligé ou qui peut y porter remède. L'exemple classique est celui de la Shoah en Allemagne. Les politiciens et le peuple allemands d'aujourd'hui n'ont pas participé à ces actes de brutalité. Pourtant, ils ont une certaine responsabilité historique.

Les excuses prononcées par les modérateurs de l'Église Unie du Canada en 1986 et en 1988 sont du même genre : les personnes qui les formulaient n'étaient pas personnellement et individuellement responsables des pensionnats autochtones et de tout ce qui les entourait. Ils reconnaissaient pourtant une responsabilité collective qui incombe à toute l'Église et qui traverse le temps. Il en est de même pour le gouvernement du Canada qui, en 2008, a présenté des excuses officielles aux Autochtones, au nom du peuple canadien, pour les mauvais traitements subis dans des pensionnats fédéraux.

Pour nous qui prenons conscience des crimes commis et des violations des droits des Autochtones après les faits, la question se pose de savoir si nous nous sentons responsables de ce passé honteux et si nous entendons l'appel à travailler pour la réconciliation. Sommes-nous concernés, ou s'agit-il d'un épisode historique triste, mais clos, qui s'est joué par d'autres?

Du point de vue de la foi chrétienne, nous vivons dans la tradition et la continuité du peuple de Dieu – choisi il y a au moins 4000 ans par Dieu lui-même, selon le Premier Testament. La vie du peuple de Dieu a pour but de créer un modèle de communauté juste et soucieux des besoins de tout le monde. Voi-

là le rêve du royaume de Dieu de la fin des temps : il se réalisera quand chacun aura ce qu'il lui faut pour vivre, non pas seulement matériellement, mais aussi en termes relationnels – quand le tissu social sera vraiment créé par l'amour. C'est pourquoi Jésus a supplié ses adeptes de s'aimer les uns les autres. Par conséquent, le péché est défini dans la Bible comme une rupture de relations justes entre personnes, et aussi entre personnes et Dieu. La fidélité envers Dieu se joue essentiellement dans l'engagement envers la communauté. C'est dans les relations saines et vivifiantes que nous vivons la foi en Dieu, qui est amour.

Chaque fois que les relations justes sont brisées, nous entachons notre relation avec Dieu et nous nous éloignons du royaume promis. Ceci s'est malheureusement produit dans le zèle missionnaire de convertir et de « sauver » les enfants autochtones. C'est une leçon particulièrement dure, car le mal n'a pas été commis simplement à cause d'une mauvaise volonté ou de la méchanceté. Bien des personnes pensaient agir pour une bonne cause mais leur jugement a été tragiquement altéré par la compréhension raciale et colonialiste de l'époque. Une constatation troublante qui démontre à quel point notre volonté d'agir avec de bonnes intentions peut nous égarer. Une leçon difficile pour nous chrétiens, mais avec un potentiel bénéfique : apprendre l'humilité et le discernement critique face à nos propres convictions et motivations.

Pour faire face à cette dure vérité, nous avons besoin des excuses pour réaliser le tort et le péché dont nous sommes capables malgré nos bonnes intentions. Dans les Évangiles, nous entendons que Jésus invite à la conversion, justement pour se préparer au royaume des cieux qu'il annonce. La conversion implique plusieurs éléments : une reconnaissance du mal et de la souffrance causés à d'autres, un sincère

regret, la « réparation » dans la mesure du possible, le rétablissement de bonnes relations (Zachée est un exemple bien connu; Luc 19, 1-10). Le tout devient possible à cause de la grâce de Dieu gratuitement offerte.

Notre Église Unie se trouve sur ce chemin de conversion :

- Nous avons encore besoin d'apprendre davantage sur le chapitre sombre des pensionnats autochtones, sur notre implication et sur le chemin qui nous y a menés pour mieux éviter de dérapages futurs. Nous avons besoin de nommer nos fautes et nos regrets, pas seulement devant nos concitoyens autochtones, mais aussi devant Dieu le Créateur de tous.
- Nous essayons d'aider la guérison des personnes et des communautés qui ont été blessées par ce passé, notamment par le [Fonds de guérison](#).
- Nous sommes appelés à rétablir de bonnes relations fructueuses pour un meilleur avenir, quand nous serons capables de vivre en union de paix les uns avec les autres.

En quoi cela me concerne-t-il? Par la foi, je fais partie du peuple de Dieu – un peuple répandu autour du monde, mais aussi à travers les siècles. Tout comme dans une famille, je ne peux pas simplement choisir les côtés agréables; il y a aussi l'héritage des dynamiques dysfonctionnelles, des blessures et des tensions qui restent à travailler. Ces faits font partie de nos difficultés communes à ce jour. Les Autochtones vivent encore une grande souffrance par rapport à leur passé et les relations justes ne sont pas encore réalisées. À moi de contribuer à tisser la communauté de demain qui sera à l'image de Dieu.

Angelika Piché est pasteure ordonnée de l'Église Unie du Canada. Elle travaille au Séminaire Uni à Montréal comme directrice de la formation en français et du développement des ministères en français.



L'Église et la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones

Dans son [rapport](#) publié en juin 2015, la Commission de vérité et réconciliation (CVR) demandait aux Églises, aux groupes confessionnels et interconfessionnels et aux groupes de justice sociale au Canada « d'adopter officiellement et de respecter les normes et les principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en tant que cadre de réconciliation » entre les peuples autochtones et non autochtones du pays [<http://bit.ly/1I9k3RW> p. 6].

Le 30 mars 2016, en réponse à cet appel à l'action lancé par la CVR concernant les abus commis à l'endroit d'étudiants autochtones dans des pensionnats dirigés par des autorités religieuses, les leaders des Églises canadiennes affirmaient leur appui à la Déclaration.

Doreen Spence, Autochtone de la nation crie de Saddle Lake et l'une des architectes de la Déclaration, a accueilli favorablement ce geste. « L'appui à la Déclaration est un grand pas en avant, et je salue les Églises de tout cœur », a affirmé M^{me} Spence dans une entrevue réalisée à la suite de la déclaration des Églises. Ce fut une longue démarche.

M^{me} Spence était l'Aînée président le groupe de travail autochtone qui s'est réuni à Genève pendant plus de 20 ans. Ce groupe avait pour mandat d'élaborer la Déclaration et de la soumettre au long processus qui a mené à son adoption par l'Assemblée générale de l'ONU en 2007. Le [Conseil œcuménique des Églises](#) (COE) a soutenu le groupe en lui offrant un espace pour ses réunions au Centre œcuménique, par la voie de son volet des ministères autochtones.

Les droits qui figurent dans la Déclaration des Nations Unies incluent : le droit de participer à la prise de décisions; le droit de décider de leur identité culturelle et spirituelle; le droit aux terres, aux territoires et aux ressources; le droit au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause; et le droit de vivre sans discrimination aucune. La mise en œuvre de

ces droits peut donner lieu à des litiges, notamment en ce qui a trait à l'interprétation des droits autochtones touchant les projets d'extraction de ressources. La question du financement de l'enseignement des langues autochtones est aussi sur la table en tant qu'élément clé des démarches visant à assurer la survie de leur culture. Les enfants qui ont fréquenté les pensionnats sous des autorités religieuses se voyaient interdits de s'exprimer dans leur langue maternelle. La conséquence de cette interdiction est la disparition possible de nombre de ces langues.



■ L'Aînée Doreen Spence

Photo : Grant Neufeld (Flickr, CC BY-NC 2.0)

Dans la déclaration œcuménique qu'ils ont signée, les leaders de sept Églises canadiennes s'engageaient à mettre en œuvre les normes et les principes mis de l'avant dans la Déclaration de l'ONU et à « accueillir l'occasion... d'œuvrer à la réconciliation en respectant pleinement les droits et la dignité des peuples autochtones du Canada. »

En septembre 2017, la modératrice


de l'Église Unie du Canada a émis [une déclaration](#) demandant aux membres de l'Église de soutenir le projet de loi d'initiative parlementaire C-262, lequel devait passer l'étape de la deuxième lecture cet automne. Celui-ci préconise notamment l'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre nationale qui serait conçue conjointement avec les peuples autochtones. Dans son message à l'Église, la modératrice a demandé à tous et à toutes d'écrire à leur député pour exprimer leur appui au projet de loi et leur désir de voir le Canada adopter des mesures concrètes pour donner vie à la Déclaration des Nations Unies.

La prochaine étape

Selon M^{me} Spence, cet appui créera un effet d'entraînement, telle l'onde créée par une pierre jetée dans l'eau. « Il y aura une mouvance positive vers l'avant, affirme-t-elle. Je rêve d'une percée comme il y a eu en Afrique du Sud sous l'initiative de vérité et de réconciliation. Cette démarche nous aidera à aller au-delà des jugements et des blâmes. »

Dans un même temps, ses attentes quant aux mesures que prendront les Églises pour mettre en œuvre leur appui sont tempérées par un certain pragmatisme. « Je ne m'attends pas à ce qu'elles se précipitent pour agir. Les Églises réagissent plus rapidement aux questions concernant les réfugiés et les immigrants », précise-t-elle.

M^{me} Spence qui, en plaisantant, se présente comme une vieille mémé crie, a fait des études à un institut biblique pendant trois ans lorsqu'elle était une jeune adulte, avant de poursuivre des études comme infirmière. Aujourd'hui, à 80 ans, elle œuvre activement à l'enseignement de la spiritualité et des principes de respect.

« Il y a des individus au sein de mon peuple dont l'état précaire ne leur permet pas de prendre la parole devant un auditoire non autochtone. J'ai la chance de pouvoir le faire », a dit M^{me} Spence. 



La traduction de la Bible en langue mohawk

Michelle Robidoux

Que signifie le projet de traduction de la Bible dans une langue autochtone à l'époque des recommandations de la Commission de vérité et réconciliation?

Pour l'Aîné Satewas Gabriel, de Kanesatake, ce projet est indissolublement lié à celui de la préservation et de la transmission de la langue mohawk, et à l'histoire de résistance de son peuple.

Harvey Satewas Gabriel est l'arrière-petit-fils du chef Sose Onasakenrat (Joseph Swan), qui fut le premier à traduire des textes de la Bible et des cantiques en langue mohawk. Instruit au Petit séminaire de Montréal, Onasakenrat a par la suite travaillé pour la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice à Oka. Ayant découvert des preuves du vol des terres mohawks par les Sulpiciens, il quitte l'Église catholique en 1868 et invite les méthodistes à envoyer un pasteur à Kanesatake. S'ensuit un conflit grandissant avec les Sulpiciens. Selon l'anthropologue Pierre Lepage, « vers 1869, le conflit s'envenime davantage et prend toutes les tournures d'une «guerre de religions» alors que les deux tiers des Amérindiens adhèrent à la religion protestante. Un temple méthodiste est construit au milieu du village amérindien et les Sulpiciens s'y opposent aussitôt. Ils s'adressent aux tribunaux et leurs droits sont confirmés. Le temple méthodiste est démolé et une crise majeure éclate¹. »

Dans la foulée de ces événements, Onasakenrat est incarcéré dans la prison de Sainte-Scholastique, où il entreprend de traduire les Évangiles en langue mohawk. Ce texte allait éventuellement servir de pierre de Rosette à Satewas Gabriel. « Quand j'étais petit, tous les foyers possédaient la traduction d'Onasakenrat », dit-il. C'est cette traduction qui est utilisée durant le culte chaque dimanche à l'Église Unie de Kanesatake.

Mais l'existence de l'œuvre imprimée de son ancêtre n'a rien d'inévitable. C'est le produit d'un travail tenace et constant de cette collectivité mohawk, et particulièrement de l'Aîné Satewas.

« Lorsque ma mère décéda en août 1965, j'ai réalisé l'importance de notre langue. Je venais de perdre la personne qui était influente dans ma vie, qui parlait couramment onkweonwenaha. Depuis que j'étais enfant, je lui parlais toujours dans notre langue. Comment pourrais-je préserver notre langue? »

Satewas parlait parfaitement sa langue maternelle, mais il ne savait ni lire ni écrire le mohawk. Suite au décès de sa mère, il s'appliqua à l'apprendre. Armé d'un magnétophone, il enregistra les Aînés et Aînées alors qu'ils chantaient des cantiques en mohawk. Par un travail patient, écoutant l'enregistrement en suivant le texte de son arrière-grand-père, il réussit à s'initier à la lecture du mohawk.

En 1980, l'arrivée d'un nouveau pasteur encourage l'Aîné Satewas à aller plus loin dans sa démarche. « À sa première prédication, le nouveau pasteur demande si quelqu'un dans la paroisse sait lire le mohawk. Tout le monde me montre du doigt. À l'époque, je n'étais pas encore fort en lecture ou en traduction. Mais le dimanche suivant, j'ai fait la lecture des Écritures en mohawk et on m'a encouragé à continuer tous les dimanches. C'est comme ça que j'ai commencé. »

De fil en aiguille, la paroisse décide de réimprimer la traduction des Évangiles. « Mon arrière-grand-père avait fait imprimer sa traduction de la Bible chez l'imprimeur [John Lovell](#) à Montréal. Quand je voulais la réimprimer, j'ai été voir son fils Peter. En montant les marches de l'édifice, je lui ai fait remarquer que mon arrière-grand-père avait dû lui aussi les gravir! »

En 1990, les membres d'un comité chargé de traduire la deuxième épître aux Corinthiens invitent l'Aîné Satewas à les rejoindre. « J'hésitais, mais mon épouse Susan m'encourageait toujours, alors j'ai accepté. » Ce fut ensuite le livre de Job, le livre de Daniel, le livre de la Genèse... C'est en faisant cet énorme travail que l'Aîné Satewas eut l'idée de

créer un dictionnaire anglais-mohawk. « Quand une personne aînée de cette communauté décède, elle emporte tout son savoir, tous ses mots. C'est pourquoi j'ai voulu faire un dictionnaire. » Il l'a dédié à sa mère Gladys Oronhio-kon (Jacobs) Gabriel, qui avait réussi à préserver et à transmettre sa langue en dépit de son expérience au pensionnat Shingwauk à Sault Ste. Marie. « Elle disait toujours : «Quand tu rencontres une autre personne mohawk, parle-lui dans la langue que le Créateur t'a donnée.» Je garde toujours ça à l'esprit. »

Le rapport final de la Commission de vérité et réconciliation fait état des séquelles désastreuses des pensionnats indiens, la moindre n'étant pas la perte de la langue et de la culture. C'est une immense pente à remonter pour assurer la survie de la langue.

Mais l'Aîné Satewas ne travaille pas en solitaire. Sa petite-fille Samantha Wenniseri:iotha Gabriel-Pepin se dit inspirée par lui. « Devenant jeune adulte, je renoue de plus en plus avec mes racines. Sans mon grand-père, je ne sais pas qui je serais. »

Et il a aussi l'appui du Fonds de guérison de l'Église Unie, qui a fourni une subvention à Kawennenhas (« qui porte la parole »), son projet de transmission de la langue mohawk. Ce projet a permis l'embauche de professeurs de mohawk, dont les leçons enregistrées se trouvent en ligne sur YouTube.

En songeant aux luttes de l'Aîné Onasakenrat, Samantha Wenniseri:iotha affirme : « Beaucoup des choses qu'il affrontait à cette époque, on les vit encore aujourd'hui. L'histoire se répète. » Mais si le dépeçage continu du territoire de Kanesatake représente un péril constant, l'histoire se répète aussi en cet immense travail intergénérationnel de préservation et de renforcement de la langue et de la culture mohawks.

Michelle Robidoux est la responsable de la rédaction et de la coordination des ressources en français pour l'Église Unie.

1 Lepage, Pierre. *Oka, 20 ans déjà! Les origines lointaines et contemporaines de la crise.* <http://id.erudit.org/iderudit/045003ar>

Le Fonds de guérison

Les blessures profondes que portent les communautés des Premières Nations en raison de l'expérience passée des écoles résidentielles sont aujourd'hui bien reconnues. Établi en 1994 dans le cadre de la réponse de l'Église Unie du Canada au triste héritage des pensionnats autochtones, le Fonds de guérison a pour objectif d'appuyer des initiatives de guérison pour les survivants des pensionnats, en plus de contrer les répercussions intergénérationnelles à long terme pour les enfants, les familles et les communautés.



Le logo du Fonds de guérison fut créé par l'artiste autochtone David Beyers. La silhouette dans la silhouette représente les douloureux souvenirs d'enfance portés par les victimes des pensionnats indiens. Cette douleur émotionnelle et psychologique est dissimulée sous une apparence saine. Les silhouettes sont entourées de symboles sacrés dans les traditions spirituelles chrétiennes et autochtones : soleil, vent, eau.

Parmi les programmes financés dans les années passées par le Fonds de guérison, on en trouve un ayant pour objectif de permettre la participation des aînés au foyer linguistique Ekiwaamiji-gaadeg Inwewin des Ojibwés de Nawash, en Ontario, et un autre offrant des ateliers de gestion de la colère ainsi que d'autres sur le chagrin et le deuil.

Avec le soutien du Fonds de guérison, le projet Kawennenhas de rétablissement de la langue mohawk a organisé des cours de langue, publié plusieurs textes (lire le texte à la page 8) et contribué à la création d'une plaque commémorative devant l'Église Unie de Kanesatake, où est suspendue la cloche de la première église méthodiste. La plaque porte l'inscription suivante :

Cette cloche est dédiée aux enfants de Kanesatake qui ont été pris de force de leur famille et amenés au Pensionnat de Shingwauk (1873-1970) à Sault Ste-Marie en Ontario. La cloche vient de la première Église méthodiste de Kanesatake qui a été démolie par la police provinciale du Québec sur les ordres des prêtres Sulpiciens en décembre 1875. En dédiant cette Cloche, nous honorons ainsi nos Ancêtres, nos Aînés et notre communauté.

• Pour de plus amples renseignements sur le Fonds de guérison, visitez : <http://egliseunie.ca/le-fonds-de-guerison-change-des-vies/>

L'écusson de l'Église Unie

Les Autochtones font partie de l'Église Unie depuis sa naissance en 1925 : 62 paroisses autochtones ont intégré la nouvelle Église à sa fondation. Mais aucune personne autochtone n'était présente à Toronto en juin 1925 lors du rassemblement où l'union des Églises méthodiste, congrégationaliste et presbytérienne s'est accomplie. Les paroisses autochtones étaient à l'époque considérées comme des missions plutôt que des paroisses à part entière.

En 2009, le Conseil général réuni à Kelowna, en Colombie-Britannique, a accepté une résolution reconnaissant l'apport des Autochtones dans la vie et l'histoire de l'Église, et demandant que cette reconnaissance se traduise par l'inclusion des Autochtones dans les Principes de l'Union (la constitution de l'Église Unie, élaborée en 1925) et dans l'écusson qui sert à identifier officiellement l'Église.



En 2012, le 41^e Conseil général a modifié l'écusson en y ajoutant les quatre couleurs (rouge, jaune, blanc et noir) de la roue de médecine, ainsi qu'un énoncé en langue mohawk, Akwe Nia'Tetewá:neren, qui signifie *tous unis*. Cet énoncé, dans une perspective spirituelle autochtone, résume la vision de Jésus-Christ. Le choix de la langue mohawk témoigne du fait que c'est dans cette langue que les premiers contacts entre Autochtones et colons européens se sont faits au XVI^e siècle.

La [Déclaration des Principes de l'Union](#) a aussi été modifiée. On y lit aujourd'hui : « Les chrétiens venus d'Europe ont apporté avec l'Évangile la conviction de leur supériorité culturelle. Persuadés que les valeurs des peuples autochtones étaient inférieures aux leurs et même inexistantes, ils n'ont ni admis ni reconnu la profonde spiritualité que ceux-ci pratiquaient. Ces attitudes les ont conduits à imposer des normes culturelles et des institutions d'origine européenne. Elles ont en outre facilité leur accord et leur coopération avec l'objectif gouvernemental d'assimilation dans la société non autochtone. Pendant de nombreuses années, les pratiques de l'Église Unie du Canada ont eu pour résultat d'exclure les peuples autochtones des processus de vision, de leadership et de prise de décision. Nous luttons encore aujourd'hui pour contrer les conséquences de cette tragédie de notre histoire. »

Dessiné par Monsieur V.T. Mooney et adopté en 1944, l'écusson de l'Église Unie a subi d'autres modifications au fil des ans. En 1980, le Conseil général a adopté l'inclusion des mots « L'Église Unie du Canada » dans la bordure de l'écusson pour mieux refléter la dualité linguistique canadienne.



La main tendue¹

Pierre Goldberger

Du 24 au 27 avril 2013, la Commission de vérité et réconciliation sur les pensionnats autochtones a tenu ses sessions à Montréal. Plus de 600 survivants autochtones y ont participé, 328 témoignages ont été recueillis, 12 000 visiteurs sont venus.

C'est la troisième fois que Tom Otarie (nom fictif) repasse à l'aire d'écoute œcuménique des Églises, où l'on peut aussi examiner les photos d'archives des pensionnats indiens, mises à disposition sur des tables. Semi-voyant, après de longs efforts pour lire avec une loupe, il a sélectionné l'album sur le pensionnat Shingwauk, près de Sault-Sainte-Marie. Il en sortira trois autres. Tom a belle allure, plus de six pieds, bien bâti, dans les 80 ans, la chevelure courte, blanche comme neige. Quand il parle, son visage s'éclaire soudain d'un sourire chaleureux et son visage s'imprime d'une grande douceur. Pourtant, Tom a été trimbalé, comme il dit, « du nord au sud, du sud à l'ouest, puis à l'est encore ». En effet, à trois ans, on l'enlève à sa famille crie à la Baie James, car il a la tuberculose. On le garde trois ans à l'hôpital, il ne sait où. Son monde bascule. Il y est perdu. Ses larmes se sont taries. Il ne sait plus pleurer, murmure-t-il. Il apprend à survivre, dans ce qui est pour lui la jungle d'une prison d'enfants. Après douze ans, alors que ses parents, malgré leurs démarches, n'avaient pas été informés du lieu où il se trouvait, le système le recrache soudain dans sa famille et son village, comme nu, sans repère ni langue, avec une caverne de mauvais souvenirs en tête et un sac de vie, invisible, déjà trop lourd à porter et qui l'écrase.

Faire mémoire

Alors qu'il examine les photos, des flashes reviennent à Tom. Comme ce pasteur anglican, directeur de l'école

qui tient lui-même à administrer la « strape », jusqu'à épuisement. Ou l'accueil de cette sœur lorsqu'il descend de l'autobus à six ans en arrivant au sanatorium, qui sort une brosse à cheveux avec un très long manche en bois dont elle donne un grand coup sur la tête de chaque enfant. Pour les avertir! « Elle a cassé beaucoup de brosses, mais nos têtes devenaient encore plus dures », dit-il dans un rire incertain. Bien d'autres souvenirs plus extrêmes l'assaillent. Au fil des photos des pensionnats, Tom égrène les noms de ses camarades, comme autant de perles sacrées. Je m'empresse de les noter sur les photos comme nous y étions encouragés. Il faut faire mémoire, devant toute cette monstruosité banalisée, quotidienne, occultée. Et si cela avait été nos enfants? [...]

Pourtant, Tom s'en est sorti. Les parents y ont été pour quelque chose. Sans faillir, ils ont attendu le retour de leurs enfants. Chaque jour, ils les ont portés dans leur cœur et ont prié Dieu et les Ancêtres, demandant courage et aide, avec confiance – « païens », avions-nous osé affirmer, comme Églises et comme société, peut-être pour mieux les matraquer avec nos catéchismes? Au retour, les parents ont traité leurs enfants avec chaleur, respect et patience.

Mais pour plusieurs, cela n'a pas suffi pour enrayer la spirale de rage et de destruction. Comme beaucoup d'autres, Tom est allé au fond de l'enfer de l'alcool, de ses fureurs et de son désespoir. Mais il n'a jamais renoncé à cette espèce de lueur, d'étincelle qu'il savait en lui et qui venait d'ailleurs. À force d'échecs, de volonté, de cheminement spirituel, de travail d'acceptation de lui-même et des autres, il a désossé la haine, retrouvé une sérénité et a été capable de nouer des relations porteuses de vie [...]


J'ai en tête le rappel salutaire de Marie Wilson, commissaire de la Commission de vérité et réconciliation, femme

merveilleuse, elle-même mariée à un survivant : « Vous savez, rappelez-vous que dans cette histoire, vous n'êtes pas du côté des "bons", mais du côté des "méchants". » Bien sûr. Si nous nous tenons ici, au sein de la Commission de vérité et réconciliation, dans l'aire d'écoute des Églises, c'est pour donner un visage d'écoute, d'accueil, de respect et de repentance – le mot honte est plus adéquat, selon moi – aux enfants autochtones survivants des 150 ans d'humiliation et de génocide des pensionnats indiens [...]

Cette session de la CVR à Montréal, outre les témoignages toujours aussi bouleversants, les dialogues, les cérémonies, explore et réfléchit beaucoup sur ce que pourrait signifier, sous ses multiples aspects – personnel, familial, social et historique, – la réconciliation. Cela reste un thème à poursuivre.

Pendant des semaines, je suis revenu sur le fil de cette rencontre. Quelque chose y était caché qui m'échappait et qui pourtant devait être évident... Certes, Tom était venu faire mémoire, se retrouver avec ses compagnons d'infortune et faire face à son passé. Mais pourquoi était-il revenu seul par trois fois et si longuement?

Un jour de grand vent, le voile s'est déchiré : après la première fois, Tom était revenu pour me montrer l'album, pour m'expliquer, me faire comprendre et me guider, sans reproche aucun, dans la profondeur de sa caverne et celle des siens. Il m'avait tendu la main de réconciliation!

Cette main tendue nous est offerte partout au pays. À nous de nous ouvrir les yeux pour la recevoir. Elle rend possible tous les chemins. Ceux de la vérité et de la réconciliation. Par grâce. 

Pierre Goldberger est pasteur de l'Église Unie et président du Consistoire Laurentien.

¹ Le présent article est une version légèrement abrégée du texte paru dans *Aujourd'hui Credo*, novembre-décembre 2013.



Le Synode Montréal et Ottawa s'active en réponse à la Commission de vérité et réconciliation

Rosemary Lambie

La Commission de vérité et réconciliation a émis des [appels à l'action](#) à l'intention des Églises, et l'Église Unie du Canada s'est dite prête à suivre ces recommandations. Par conséquent, nous du [Synode Montréal et Ottawa](#) affirmons qu'il importe de jouer un rôle actif dans le cadre des efforts pour corriger les erreurs du passé. Bien que nous ne soyons pas responsables des gestes que l'Église a posés dans le passé, nous sommes responsables des gestes que nous posons aujourd'hui. C'est donc dans cet esprit que nous devons reconnaître l'apport des peuples autochtones à l'Église et à toute vie ainsi que leur place à la table.

Il est impératif de faire un travail d'éducation pour enrayer le racisme et la haine, produits de l'ignorance. Les gens ont des propos blessants parce qu'ils ne connaissent pas la vérité sur notre histoire et ses conséquences sur les peuples autochtones du pays. Nous ne pouvons pas changer l'histoire, mais nous pouvons mieux comprendre le passé et trouver des façons de cheminer ensemble. C'est pourquoi le Synode Montréal et Ottawa s'est donné la mission de recenser et de créer des occasions de dialogue et d'apprentissage par la voie du Groupe de travail sur les relations justes.

Dans l'année qui a suivi la publication du rapport de la Commission de vérité et réconciliation, nous avons invité les communautés de foi à reconnaître et à nommer les nations autochtones qui habitaient le territoire avant l'arrivée des colons et à insérer un texte à cet effet dans leur feuillet liturgique du dimanche.

Nous avons aussi mis sur pied des initiatives éducatives pour favoriser la participation et la sensibilisation de l'ensemble de nos communautés. Nous avons invité la population autochtone et non autochtone à dialoguer. Le mot de bienvenue des réunions est toujours prononcé par le grand chef ou par une autre personne autochtone. Pour les activités se déroulant à Montréal, cette

personne vient de Kahnawake (au sud de Montréal) ou de Kanesatake (au nord de Montréal). Les deux sont des communautés mohawks.



Photo : Suzanne Grenier

Le Groupe de travail sur les relations justes du Consistoire du Québec a participé à la recherche de partenaires pour organiser une activité de financement en soutien au Centre de santé pour Autochtones de Montréal (CSAM). Cette activité a pris la forme d'une marche, qui a eu lieu en septembre 2017 et dont le parcours allait en sens inverse de celui emprunté par Champlain.

Le Groupe de travail a également œuvré de concert avec le conseil d'administration du CSAM pour diffuser une pétition sollicitant une consultation publique visant l'attribution d'un bâtiment pour un centre de santé autochtone à Montréal. La démarche a porté des fruits et le maire Denis Coderre a accepté de consulter le CSAM. Les pétitions sont toujours en circulation.

Le Groupe participe aussi à des projets d'éducation publique. En novembre 2016, un premier événement a eu lieu : une conférence traitant de la *Loi sur les Indiens*. Quelques-uns des points marquants de cette rencontre ont été présentés lors de la réunion du consistoire en mars 2017. Deux autres conférences sont en préparation et aborderont le thème de la *Loi sur les Indiens* et la Constitution.

Réconciliation Ottawa est un groupe œcuménique qui souhaite engager la Ville d'Ottawa dans la démarche de réconciliation. L'objectif est d'amener

celle-ci à déclarer 2017 l'année de la réconciliation, afin que les quelques 150 activités municipales intègrent la réconciliation comme un élément de leurs programmes respectifs.

Le 20 mai à Montréal, nous avons tenu une journée œcuménique, qui a récolté un taux de participation élevé. Nous en avons appris davantage sur la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. Étaient invités deux Aînés (chefs) de Kahnawake, qui ont parlé de leur expérience pendant la crise d'Oka en 1990. Le travail se poursuit quant aux défis que pose cette déclaration pour le Québec et le Canada entier.

À l'échelle locale, une initiative lancée par la pasteure Lisa Byer-de Wever à Kahnawake ouvre la porte à un dialogue interreligieux entre les jeunes Mohawks de la communauté et des jeunes d'autres communautés de foi à l'extérieur de la réserve. Le projet *Origins* rassemble des jeunes de traditions musulmane, juive, chrétienne, et laïque, ainsi que de la tradition autochtone de la maison longue. ([Voir l'entrevue avec Lisa Byer-de Wever à la page 14.](#))

Nous avons pour défi de marcher ensemble dans le but d'assurer la dignité de toutes et tous. Nous souhaitons aussi célébrer nos expériences positives et nourrir nos espoirs d'un avenir viable et prometteur pour les jeunes qui prendront la relève dans notre société.

Rosemary Lambie, pasteure de l'Église Unie, est secrétaire exécutive du synode Montréal & Ottawa.

« Dans l'année qui a suivi la publication du rapport de la Commission de vérité et réconciliation, nous avons invité les communautés de foi à reconnaître et à nommer les nations autochtones qui habitaient le territoire avant l'arrivée des colons et à insérer un texte à cet effet dans leur feuillet liturgique du dimanche. »



De la doctrine de la découverte à la reconnaissance du territoire

Dans son rapport final publié en 2015, la Commission de vérité et réconciliation soulignait que la « doctrine de la découverte » se fait toujours sentir au XXI^e siècle. Cette doctrine fait référence à une série de proclamations pontificales fondées sur l'idée que les Européens avaient découvert les terres qu'on appelle aujourd'hui les Amériques. Cette perspective ignore le fait que beaucoup de nations et de peuples, possédant une culture et une spiritualité riches, habitaient déjà ces terres. Cette prétendue

« découverte » se fonde sur l'idée que seuls les chrétiens étaient considérés comme des êtres humains à part entière. Puisqu'il n'y avait pas de chrétiens sur ces terres, elles étaient considérées comme inoccupées, et donc ouvertes à la colonisation européenne et à l'assimilation et la subordination des peuples.

Cette doctrine a profondément marqué la façon dont les peuples des Premières Nations sont perçus par les non-Autochtones du Canada.

Le principe connexe de *terra nullius* (« terre n'appartenant à personne »), selon lequel les peuples occupant les terres avant l'arrivée des chrétiens occidentaux n'avaient ni titre ni droits, a contribué à l'assujettissement des peuples autochtones par tous les moyens possibles et imaginables. Le racisme a pris racine.

Selon la Commission de vérité et réconciliation, « La croyance sous-jacente à chacun de ces arguments est que les colonisateurs offraient la civilisation à un peuple sauvage qui n'aurait jamais pu en faire autant par lui-même. » Cette croyance a laissé son empreinte sur toute la société. De l'enseignement de l'histoire à la toponymie, en passant par les revendications territoriales et le système judiciaire, cette vision coloniale et raciste touche tous les aspects de notre



■ La délégation de l'Église Unie à la CVR

Photo : Kailin Bardswich (Flickr, CC BY-NC-ND 2.0)

vie quotidienne, qu'on soit Autochtone ou non-Autochtone.

C'est pour cette raison que la Commission, dans ses Appels à l'action, a demandé aux Églises de répudier la doctrine de la découverte. En 2012, l'Église Unie du Canada avait déjà déclaré qu'elle rejetait cette doctrine. Dans sa déclaration, l'Église reconnaît que les fondements spirituels et idéologiques de la doctrine enfraignent les enseignements essentiels des évangiles. Ces enseignements exigent que les personnes de foi se dressent contre l'Empire et les structures sociales dominantes, prennent grand soin des ressources de Dieu et les partagent avec toute l'humanité, et s'aiment les uns les autres comme Dieu nous aime.


L'adoption de la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones comme cadre de la réconciliation et la revendication de cette action par le gouvernement canadien sont des démarches importantes de l'Église dans son ensemble. Mais au-delà des déclarations, comment concrétiser ce rejet de la doctrine de la découverte?

Dans les communautés de foi, qu'il s'agisse d'une paroisse ou d'un groupe œcuménique, la pratique de la reconnaissance du territoire peut être un pas

sur le chemin vers la réconciliation. La reconnaissance du territoire se bute directement à ces doctrines coloniales et racistes, héritées du passé et tissées dans toutes les fibres de la société d'aujourd'hui.

En janvier cette année, la pasteur Cecile Fausak relatait dans un article du *Devoir* l'intégration de cette pratique dans la vie d'une paroisse de l'Église Unie. Une déclaration de reconnaissance du territoire ancestral est faite au début de chaque culte, et celle-ci paraît aussi dans le

feuillet imprimé : *Ceci avait besoin d'arriver. Ça crée une sorte de changement de perspective [et les gens se disent] "Pourquoi faisons-nous cela? Qu'est-ce que ça veut dire?" et c'est un bon chemin vers le questionnement pour entreprendre [des démarches]*¹.

L'adoption de cette pratique ne saurait, à elle seule, constituer un pas vers la réconciliation si elle n'est pas accompagnée d'une réflexion plus approfondie et de la recherche de relations justes fondées sur le respect et l'humilité. Mais, pour reprendre les paroles de Martin Luther King Jr., avoir la foi, c'est monter la première marche lorsqu'on ne voit pas tout l'escalier. En intégrant la reconnaissance du territoire des premiers peuples dans ses activités, une communauté de foi peut commencer à défaire les liens d'un sombre passé qui entravent le chemin vers la réconciliation, et ouvrir de nouvelles voies pour l'avenir. 

Ressources utiles :

Guide de reconnaissance des Premières Nations et des territoires traditionnels (ACPPU) <http://bit.ly/2iOM5Jy>

Le peuple invisible, film de Richard Desjardins et Robert Monderie https://www.onf.ca/film/peuple_invisible/

1 « La reconnaissance des terres ancestrales : une pratique de plus en plus courante, » *Le Devoir*, 14 janvier 2017 <http://bit.ly/2zj42gy>.



L'exercice des couvertures : nous mettre dans les mocassins de l'autre

Daniel Lacasse

Le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones de 1996 recommandait que le Canada rompe « avec les pratiques du passé, ancrées dans les préjugés au sujet des autochtones et de leurs droits, ternies par les négociations avortées et les promesses brisées¹ ».

À la suite des recommandations de la Commission, Kairos Canada a développé l'exercice des couvertures en 1997. Cet outil interactif d'une heure fait revivre les moments historiques de la dépossession du territoire, des pensionnats et des tentatives constantes du Canada pour assimiler les peuples autochtones. Elle apporte donc une dimension intellectuelle et affective aux luttes passées et toujours actuelles des Premières Nations.

Les animateurs étalent des couvertures sur le sol, qui représente l'Amérique du Nord, et invitent les participants à jouer le rôle des Autochtones en se déplaçant librement sur les couvertures. En se mettant dans les « mocassins » de l'autre, les participants peuvent réfléchir sur la justice et la compassion. Un cercle de partage qui suit l'activité accueille avec respect tout commentaire ou toute réflexion.

Dans le bassin francophone qu'est le Québec, il existe des communautés autochtones dont la langue première est devenue le français, et pour celles qui ont conservé leur langue d'origine, le français est la langue seconde. Nous y trouvons également l'influence culturelle et religieuse francophone du Québec.

Parmi les événements qui ont marqué le « territoire québécois », citons la crise d'Oka qui a éclaté à l'été 1990. Cette crise a polarisé la société québécoise et a eu des répercussions dans tout le pays. Elle l'a poussé à une prise de conscience de la réalité autochtone, jusqu'alors majoritairement occultée et inconnue.

L'exercice des couvertures aborde les événements marquants de l'histoire de l'île de la Tortue et, tout en conservant les points clés des textes de Kairos, peut s'adapter aux particularités provinciales ou régionales, aux groupes qui y participent et au temps alloué.

La version française correspondant à la version originale anglaise de l'exercice des couvertures a vu le jour il y a moins de deux ans. Par la suite, on a réalisé des versions qui touchent de plus près la réalité autochtone du Québec, comme celle du [ROJEP](#) (Réseau œcuménique justice, écologie et paix). [Cette version](#) fait appel à divers personnages, dont un Européen, un Canadien et un Québécois, et le déroulement et les textes ont été quelque peu modifiés. Elle fait mention du développement du Nord-du-Québec, ainsi que de la crise d'Oka.

Il existe également une version conçue par un groupe d'étudiants de l'UQAM, intitulée *Mitshetuteuat*, un mot innu qui signifie « ils sont plusieurs à marcher ensemble² ».

Ma conjointe et moi avons adapté une version écourtée pour pouvoir y inclure une brève présentation PowerPoint, des commentaires précisant certains faits historiques, un parchemin relatant l'expérience de la résistance de Kanesatake (crise d'Oka), ainsi qu'une vidéo de musique illustrant des enfants autochtones.

Il importe de mentionner aussi qu'il existe une version anglaise propre au territoire de Kanesatake (Oka [Québec]), développée par les gens de cette communauté, qui rapporte des faits touchants et désolants.

Et l'Église Unie?

Il y a 30 ans, le modérateur de l'Église Unie du Canada à l'époque, Robert Smith, s'est adressé aux aînés et aux aînées des Premières Nations pour présenter les excuses de l'Église Unie :

« Quand vous avez partagé votre compréhension du monde, nous avons fait la sourde oreille. Dans notre empressement à vous transmettre la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ, nous sommes demeurés insensibles à la richesse de votre spiritualité.

« Nous n'avons pas su dissocier notre culture et nos mœurs occidentales de toute l'ampleur et la profondeur de l'Évangile du Christ.

« Nous vous avons imposé notre civilisation comme condition pour recevoir l'Évangile. »

En réponse à sa présentation, les peuples des Premières Nations du Synode autochtone ont exprimé le souhait « que les excuses ne soient pas un énoncé symbolique, mais bien l'affirmation sincère d'une intention d'agir ». Trente ans plus tard, ils attendent toujours de voir ce que signifient ces excuses³.

Un moment Kairos

Le terme *kairos* signifie « temps favorable ». C'est donc le bon moment d'utiliser cet outil qu'est l'exercice des couvertures de Kairos pour faire connaître des faits historiques méconnus. C'est l'occasion de voir la vie à travers l'expérience autochtone. C'est le moment de réfléchir à la façon dont nous voulons vivre ensemble. C'est le moment de réclamer justice. L'Église est prête à franchir la prochaine étape de la réparation afin d'accéder à une véritable réconciliation. C'est le moment d'agir pour guérir ensemble.

Daniel Lacasse est semi-retraité.

Avec sa conjointe Francine Lemay, il recherche des occasions de promouvoir l'histoire des Premières Nations de l'île de la Tortue et d'éveiller la conscience de la société dominante sur la réalité méconnue de cette histoire.

1 <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100014597/1100100014637>

2 <https://evemarieblog.wordpress.com/2014/04/11/mitshetuteuat-cercle-de-parole/>

3 <http://bit.ly/1TpXjA7>



Le cheminement vers des relations justes est sacré : une entrevue avec Lisa Byer-de Wever

Lisa Byer-de Wever parle avec passion des gens de Kahnawake. Au cours de son mandat en tant que pasteure de la [Kahnawake United Church](#) (2016-2017), elle s'est donné pour mission de rendre l'Église plus visible. Elle a aussi décrit son rôle aux organismes laïques comme celui d'assurer le lien entre l'Église et la communauté.

Bien que Lisa Byer-de Wever ait accepté récemment d'occuper le poste de directrice exécutive de la [Maison Saint Columba](#), à Montréal, elle porte encore Kahnawake dans son cœur.

« Ce cheminement vers des relations justes est sacré. C'est un tel cadeau, affirme Lisa Byer-de Wever. Je pense à la Pentecôte, qui marque la venue de l'Esprit sur les gens et les a emplies de compréhension malgré les différences de langues et de cultures. Nous avons la chance de la vivre aujourd'hui si nous sommes présents et authentiques. »

Pendant les deux années qu'elle a passées à Kahnawake, la pasteure est allée à la rencontre des gens pour leur montrer que l'Église tente de nouer de nouvelles relations saines avec la communauté mohawk – une approche qu'elle décrit comme « être présent ».

La majorité de la population de Kahnawake est d'origine mohawk, et il y a une profonde division entre les personnes qui suivent les pratiques spirituelles de la maison longue et celles qui suivent la tradition chrétienne. Malgré tout, Lisa Byer-de Wever a peu à peu établi des relations avec les leaders spirituels de la maison longue et, ainsi, il peut à présent arriver qu'un Aîné de la maison longue s'adresse aux membres de la Kahnawake United Church et inclue des enseignements traditionnels dans son partage. Des membres de la paroisse, 98 % sont d'origine mohawk.

Lisa Byer-de Wever affirme que l'Église commence peu à peu à être considérée comme moins menaçante et critique, et donc, pour la première fois, des membres de la paroisse de l'Église Unie admettent qu'ils adhèrent tant à la

tradition chrétienne qu'à celle de la maison longue. Ces personnes disent tout haut qu'elles ont un « pied dans les deux canots ». La paroisse compte maintenant un groupe de jeunes adultes appelé *Spirit Talk* [Conversation de l'Esprit], qui se réunit pour parler autant de la croix que du sac sacré (*Bundle*) (référence aux symboles sacrés de la maison longue).

La présence assidue de la pasteure dans la communauté a eu d'autres effets bénéfiques. En juin dernier, un groupe d'adolescents et d'adolescentes mohawks s'est adressé à Lisa Byer-de Wever parce qu'il souhaitait entrer en contact avec des jeunes vivant à l'extérieur de la réserve. Leur demande tombait à point, car elle travaillait justement à un projet appelé *Origins* [Origines], visant principalement à établir des relations interculturelles.

Les jeunes qui s'étaient adressés à la pasteure ont finalement formé un groupe et participé au projet. La première rencontre interreligieuse d'*Origins*, animée par le groupe de jeunes Mohawks, a eu lieu au centre culturel mohawk à Kahnawake à la fin de juin. Quarante-deux jeunes et leaders appartenant à des groupes juifs, musulmans, mohawks et de l'Église Unie se sont réunis pour une journée de partage et d'apprentissage, qui a permis d'avoir des échanges sincères sur la vie à Kahnawake ainsi que sur l'histoire et les traditions des Premières Nations. La journée a été un grand succès. Une deuxième rencontre, animée cette fois par de jeunes musulmans, s'est tenue à Montréal en octobre. Il y aura par la suite une rencontre dans un centre juif et dans une Église Unie à Montréal.

En plus de coorganiser les discussions interreligieuses et d'y participer, les jeunes Mohawks de ce groupe font de l'intervention, du soutien et de la prévention. Leur relation avec Lisa Byer-de Wever ne les a pas amenés à assister au culte dominical, mais ces jeunes ont tout de même un lien avec l'Église.

« Les jeunes apprennent l'histoire

de l'Église Unie et ses excuses pour le rôle qu'elle a joué dans la tragédie des pensionnats autochtones, explique Lisa Byer-de Wever. En ces temps-ci, c'est déjà un bon début. »

De telles rencontres sont représentatives de la philosophie de Lisa Byer-de Wever. « Le changement ne se produira que si les gens entrent en relation, explique-t-elle. Autrement, cela se vit dans la tête, et nous avons besoin de vivre avec nos cœurs. L'Occident sépare le cœur, le corps et l'âme, alors que dans les traditions autochtones, ils forment un tout. Nous devrions vivre avec nos cœurs, comme le dit notre foi. »

Un des moments forts du mandat de la pasteure à la Kahnawake United Church a été le succès de *Let's Sing* [Chantons!], rencontre régulière de personnes de tous les âges et de toutes les traditions à l'église pour chanter. Les personnes participantes sont de la religion de la maison longue, catholiques, pentecôtistes, de l'Église Unie, ou sans affiliation. Le fait de se regrouper pour partager la joie de la musique a eu un grand effet. C'est grâce à ce groupe qu'une femme aînée mohawk, qui a survécu aux pensionnats autochtones, est entrée dans une église pour la première fois depuis des décennies.

Nouer des relations implique également de faire des efforts pour combler le fossé linguistique. Lorsque Lisa Byer-de Wever a appris le Notre Père en mohawk et l'a offert en cadeau à la communauté pendant la célébration de la veille de Noël, elle a reçu un honneur rare : les Aînés et Aînées mohawks l'ont invitée à poursuivre ses études du mohawk avec eux.

« Être présente et authentique » est ce qui a caractérisé le mandat de Lisa Byer-de Wever en tant que pasteure de la Kahnawake United Church. Ces paroles peuvent nous inspirer dans notre démarche pour combler le fossé entre les communautés autochtones et non autochtones, quel que soit le lieu où nous vivons et célébrons.



une foi engagée
une voix francophone différente
depuis 1954

Version numérique

ACCÈS GRATUIT EN LIGNE ! www.credo-numerique.com

AUJOURD'HUI CREDO

Le magazine œcuménique de l'Église Unie du Canada

Téléchargez l'application *Aujourd'hui Credo* sur [Google Play](https://play.google.com/store/apps/details?id=com.credo), [Apple App Store](https://apps.apple.com/ca/app/aujourd-hui-credo/id1044444444) et [Amazon](https://www.amazon.com/dp/B000000000)



Le Séminaire Uni / The United Theological College

*Venez étudier chez nous,
dans une communauté étroitement unie,
dynamique et bilingue, et obtenez
un Certificat en Ministère bilingue,
en plus de notre MDiv.*

Possibilité de soutien financier important.

Affilié à l'Université McGill et
à l'Université de Montréal
et partenaire de
l'École théologique de Montréal

Le Séminaire Uni est un *ministère inclusif*
de l'Église Unie du Canada

Le Séminaire Uni / The United Theological College
3521, rue University, Montréal (Québec) H3A 2A9

514 849-2042 | 1 888 849-2042

admin@utc.ca | www.utc.ca



LE FONDS DE GUÉRISON

L'Église Unie du Canada a établi le Fonds de guérison pour aider les survivants et survivantes des pensionnats, leurs enfants et leurs communautés à guérir des séquelles douloureuses des pensionnats.

Les projets soutenus par le Fonds de guérison sont d'initiative autochtone et visent à rétablir les langues et les cultures ancestrales dans les communautés autochtones. Le projet Kawennohas de rétablissement de la langue mohawk compte parmi ces projets.

Vos dons au Fonds de guérison contribuent directement à la réalisation de l'engagement de l'Église Unie envers la guérison et la réconciliation.

Pour faire un don, vous pouvez envoyer un chèque ou un mandat à : L'Église Unie du Canada

Fonds de guérison
3250, rue Bloor Ouest, bureau 200
Toronto (Ontario) M8X 2Y4



NOTRE FONDS MISSION & SERVICE SOUTIEN

À l'international

94 partenaires mondiaux
12 organisations œcuméniques
internationales
dans 22 pays

Travail dans la communauté et pour la justice

64 ministères communautaires
36 aumôneries hospitalières,
universitaires et communautaires
20 organisations œcuméniques

Formation théologique et soutien aux ministères

7 séminaires
2 centres de formation

Formation à la foi

Des douzaines d'initiatives
du Fonds Vision pour
la jeunesse

Soutien aux ministères locaux

84 paroisses en transition
ou en régions éloignées

Leadership des synodes

13 synodes

Ensemble,
nous soutenons
des ministères
existants et
de nouvelles
initiatives pour
la guérison
du monde que
Dieu a créé.



L'Église Unie du Canada
The United Church of Canada
1 800 268-3781
ms@united-church.ca
egliseunie.ca, onglet Dons à Mission & Service

LA MISSION DE DIEU
POUR NOUS, PAR NOUS